\*\*\*\* \*num\_2 \*an\_2020 \*quart\_1 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Les faits Le recul de la natalité observé par l'Insee s'explique notamment par la diminution du nombre de femmes âgées de 20 à 40 ans en âge de procréer.

La population française dépassait les 67 millions d'habitants au 1er janvier 2020, soit une croissance de 0,3 % limitée par la baisse continue de la natalité depuis cinq ans, néanmoins plus modérée cette année, a annoncé mardi 14 janvier l'Insee.

Il y a eu en France, en 2019, 753 000 naissances (6 000 de moins qu'en 2018) et 612 000 décès (2 000 de plus), soit un solde positif de 141 000 personnes mais à son plus bas historique depuis la Seconde guerre mondiale.

Le taux de fécondité, qui recule depuis 2015, tend à se stabiliser, s'établissant désormais à 1,87 enfant par femme contre 1,88 en 2018.

La croissance de la population est tirée en 2019 comme les années précédentes par les naissances davantage que par le solde migratoire. La différence entre les entrées et sorties du territoire ressort en effet à + 46 000 personnes, en diminution par rapport à 2018.

Moins de femmes en âge de procréer

La baisse des naissances se confirme en 2019, mais à un rythme plus ralenti poussant l'Insee à évoquer dans son bilan annuel une « stabilisation de la fécondité » : 6 000 bébés de moins l'an dernier, après 12 000 de moins en 2018, 14 000 en 2017, 15 000 en 2016 et 20 000 en 2015.

Ce recul de la natalité s'explique en partie par la diminution du nombre de femmes âgées de 20 à 40 ans, en âge de procréer, celles nées durant le baby-boom (entre 1946 et 1973) étant progressivement sorties de cette tranche d'âge.

Elle est surtout due à la baisse du taux de fécondité (nombre d'enfants par femme) qui s'établit à 1,87 enfant par femme, contre 1,88 (arrondi) en 2018. Cet indice baisse pour la 5e année consécutive, après avoir oscillé autour de 2 enfants par femme entre 2006 et 2014. La France restait en 2017 (dernier comparatif possible) le pays le plus fécond de l'Union européenne (1,90 enfant par femme) devant la Suède (1,78) et l'Irlande (1,77).

Belle espérance de vie

En hausse en 2019, l'espérance de vie à la naissance s'établit désormais à 85,6 ans pour les femmes, soit l'une des plus élevées de l'Union européenne, et 79,7 ans pour les hommes, en dixième position seulement.

L'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes a néanmoins tendance à se resserrer depuis plusieurs années. Il était de 5,9 ans en 2019, comme en 2018, à comparer avec 6,7 ans en 2009.

Le vieillissement de la population s'est poursuivi en 2019. Au 1er janvier, plus d'une personne sur cinq en France (20,5 %) a 65 ans ou plus (12,8 % en 1985).

\*\*\*\* \*num\_3 \*an\_2020 \*quart\_1 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Des Français plus vieux et toujours un peu moins de bébés: la France comptait début 2020 plus de 67 millions d'habitants, soit une hausse de 0,3% limitée par la baisse continue de la fécondité depuis cinq ans, néanmoins plus modérée cette année.

Au 1er janvier, 67.064.000 personnes exactement vivaient en France: 64.898.000 en métropole et 2.166.000 dans les départements d'outre-mer, selon les estimations publiées mardi par l'Insee.

La croissance de la population en 2019 est tirée comme les années précédentes par les naissances davantage que par le solde migratoire. La différence entre les entrées et sorties du territoire ressort en effet à +46.000 personnes, en diminution par rapport à 2018.

Avec 753.000 naissances (6.000 de moins qu'en 2018) et 612.000 décès (2.000 de plus), le pays a connu un solde naturel de +141.000 personnes, au plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale.

Une tendance qui s'explique par la hausse des décès continue depuis une dizaine d'années, du fait de l'arrivée des générations du baby-boom (entre 1946 et 1974) à des âges avancés, et par la diminution du nombre de naissances.

Cette baisse, qui s'observe depuis 2015, s'est poursuivie en 2019 mais à un rythme plus modéré si on la compare aux 12.000 bébés de moins en 2018, 14.000 en 2017, 15.000 en 2016 et 20.000 en 2015.

L'évolution de la population française / AFP

Ce recul de la natalité s'explique en partie par la diminution du nombre de femmes de 20 à 40 ans, en âge de procréer, celles nées durant le baby-boom (entre 1946 et 1973) étant progressivement sorties de cette tranche d'âge.

Mais elle est surtout due à la baisse du taux de fécondité (nombre d'enfants par femme) qui s'établit à 1,87 enfant par femme, contre 1,88 (arrondi) en 2018.

A titre de comparaison, en 1946, les femmes avaient en moyenne trois enfants, un chiffre tombé à 1,66 enfant en 1993 puis remonté autour de 2 entre 2006 et 2014.

- Fécondité et retraites -

Prenant acte de cette cinquième baisse de la natalité, l'Union nationale des associations familiales a appelé mardi à «un rebond de la politique familiale» pointant «des prestations familiales sacrifiées ou rognées» et «le développement de l'accueil de la petite enfance (qui) stagne».

En plein conflit sur la réforme des retraites, l'Unaf s'inquiète en outre du financement des pensions «dont les scénarios d'équilibre reposent sur une hypothèse de fécondité d'1,95 enfant par femme».

Au niveau européen, la France reste toutefois la championne de la fécondité avec 1,90 enfant par femme en 2017 (dernier comparatif possible) devant la Suède (1,78) et l'Irlande (1,77).

Après une stagnation en 2018 pour les femmes, l'espérance de vie à la naissance a continué sa progression s'établissant désormais à 85,6 ans, soit l'une des plus élevées de l'Union européenne derrière les Espagnoles (86,1 ans). Pour les hommes, elle progresse à 79,7 ans (79,2 en 2018), en neuvième position seulement au niveau européen.

Effet cumulé de l'augmentation de l'espérance de vie et de l'entrée des générations du baby-boom à des âges avancés, la France poursuit son vieillissement avec, 1er janvier, plus d'une personne sur cinq en France (20,5%) âgées de 65 ans ou plus (12,8% en 1985).

- Moins de mariages, plus de Pacs -

Le nombre de mariages, entre couples de sexe différent et de même sexe, continue de chuter, s'établissant à 227.000 (221.000 mariages hétérosexuels et 6.000 mariages homosexuels).

753.000 naissances (6.000 de moins qu'en 2018) et 612.000 décès (2.000 de plus), le pays a connu un solde naturel de +141.000 personnes, au plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale / AFP/Archives

Les pactes civils de solidarité (Pacs) progressent eux de façon continue: 209.000 en 2018, dont 8.500 conclus entre couples de même sexe, soit 13.000 de plus qu'en 2017.

La France comptait 14 millions de moins de 18 ans, soit 21% de sa population, dont 4 millions vivaient avec un seul de leur parent.

Selon l'Insee, depuis 2011, la proportion des familles dites «traditionnelles» (où tous les enfants du logement sont ceux du couple) a reculé de deux points (69 à 67%) au profit des familles monoparentales (22 à 24%). La proportion de familles recomposées est restée stable, à 9%.

\*\*\*\* \*num\_4 \*an\_2020 \*quart\_1 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Analyse L'Insee a dévoilé les chiffres du recensement, ce mardi 14 janvier. Ceux-ci confirment que la famille fait sa mue et s'organise désormais largement en dehors du mariage. Les conséquences sont très différentes si l'on se place sur un plan psychologique et de la relation parents-enfants ou sur un plan économique.

Tout un symbole. Pour la première fois en 2018, les familles composées de deux parents mariés vivant avec leurs enfants, sans demi-frères et soeurs issus de précédentes unions, sont devenues minoritaires. Alors qu'elles représentaient tout juste 50 % en 2011. Et que ce modèle était la norme incontestable il y a encore cinquante ans. Elles ne représentent plus, désormais, que 45 % de l'ensemble des familles, note l'Insee dans son bilan démographique publié ce mardi 14 janvier.

Ce point de bascule, fortement symbolique, s'explique tout d'abord par la déstabilisation du mariage, estiment les démographes. « Cela devait finir par arriver », commence ainsi le sociologue Julien Damon, du fait du recul des mariages et de l'explosion des naissances chez des couples en union libre. Désormais, 60 % des bébés naissent, en effet, de parents concubins, contre moins de 50 % en 2005. « Depuis longtemps le mariage ne fait plus la famille, confirme Wilfried Rault à l'Ined. Il devient un choix privé mais n'est plus l'entrée dans la vie de famille et l'établissement de la filiation. » Le mariage religieux, quant à lui, est encore plus restreint et représente environ 10 % du total des mariages.

Pas de nouveaux modes de vie

Concrètement, si l'on se place du point de vue des enfants, ces bouleversements conjugaux n'entraînent pas de nouveaux modes de vie. « Il faut bien voir que 72 % des enfants vivent encore avec leurs deux parents, que ceux-ci soient mariés ou non, explique le sociologue François de Singly. Bien que les formes de conjugalité et de mise en couple changent, les trois quarts des enfants restent donc élevés par leurs deux parents. Malgré tous les désordres et révolutions, ils gardent, d'un point de vue psychologique, deux référents, que leurs parents soient mariés, pacsés, en union libre. Il n'y a pas du point de vue de la relation parents-enfants de véritable bouleversement. » Cela se traduit d'ailleurs dans la loi : le choix des parents de se marier ou non ne change rien aux modalités de l'exercice de l'autorité parentale, et les droits et obligations sont identiques.

La fin du mariage a un coût

Sur un plan économique en revanche, la fin du mariage a un coût pour les enfants. De nombreuses études ont déjà montré que 30 % des familles monoparentales vivent sous le seuil de pauvreté. Cela a déjà conduit le gouvernement à orienter la politique familiale vers un soutien accru à ces familles, via notamment une majoration de l'aide financière accordée pour le mode de garde.

Cette précarité est aussi décrite par ce tout dernier recensement qui met en lumière de fortes inégalités entre les différents types de famille, cette fois en termes de logement : « Les enfants des familles monoparentales et recomposées vivent plus souvent dans un logement surpeuplé », relève l'étude. 23 % des enfants des familles monoparentales vivent dans un appartement surpeuplé, contre 16 % dans les familles recomposées et seulement 10 % des familles dites « traditionnelles ».

Vers une société des « arrangements risqués »

Cette inégalité perdure au fil du temps jusqu'au décès des parents, reprend Julien Damon. « De ce point de vue, la protection sociale qu'offre le mariage reste sans égale. Lui seul donne droit à une pension de réversion au conjoint survivant par exemple, ce que le projet de réforme des retraites ne change d'ailleurs pas. Le mariage donne aussi des droits à l'héritage pour les enfants du couple. Dans les familles avec deux parents non mariés et des enfants issus de différentes recompositions familiales, il y aura de plus en plus d'héritages très différents. » C'est pourquoi, estime le sociologue, ce recul du mariage signe le passage d'une société de protection à une société des « arrangements risqués ».

« S'il devait y avoir un sujet pour la politique familiale, ce serait de réfléchir à la stabilité des couples. Les politiques publiques devraient en faire un sujet majeur, quelle que soit la forme de conjugalité », propose Julien Damon. Faute de quoi, les enfants deviendront les perdants économiques des recompositions familiales.

La baisse de la natalité ralentit en 2019

753 000 bébés sont nés en France en 2019, soit 6 000 de moins qu'en 2018. Cette baisse, due à la diminution de la fécondité de femmes âgées de moins de 35 ans, est moins importante que ces dernières années.

Avec 1,87 enfant par femme, l'indice conjoncturel de fécondité se stabilise en 2018 après quatre années de baisse entre 2015 et 2018.

30,7 ans est l'âge moyen de la maternité en 2019. Il recule depuis plusieurs années et était de 29,3 ans, il y a vingt ans.

\*\*\*\* \*num\_11 \*an\_2020 \*quart\_1 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

753 000 bébés sont nés en France en 2019, soit 6 000 de moins qu'en 2018. Cette baisse, due à la diminution de la fécondité de femmes âgées de moins de 35 ans, est moins importante que ces dernières années.

Avec 1,87 enfant par femme, l'indice conjoncturel de fécondité se stabilise en 2018 après quatre années de baisse entre 2015 et 2018.

30,7 ans est l'âge moyen de la maternité en 2019. Il recule depuis plusieurs années et était de 29,3 ans, il y a vingt ans.

\*\*\*\* \*num\_13 \*an\_2021 \*quart\_1 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Les faits Dans son bilan démographique 2020, l'Insee observe une augmentation de la mortalité, ainsi qu'une baisse historique de la natalité en France.

La natalité est en berne en France. Le nombre de naissances en 2020 a atteint son plus bas niveau depuis 1945, avec 740 000 bébés ayant vu le jour. Par ailleurs, l'épidémie de Covid-19 a réduit de plusieurs mois l'espérance de vie, selon le bilan démographique 2020 de l'Insee, publié mardi 19 janvier.

Le taux de fécondité a baissé à 1,84 enfant par femme, contre 1,86 en 2019, selon l'institut de la statistique. L'espérance de vie à la naissance atteint 85,2 ans pour les femmes (en baisse de quasiment cinq mois) et 79,2 ans pour les hommes (en baisse de six mois), soit une baisse bien plus forte que celle observée en 2015, année marquée par une forte grippe hivernale.

Hausse de 7.3 % des décès

Pendant cette première année de l'épidémie de Covid-19, 658 000 personnes sont décédées en France - toutes causes confondues -, soit 7,3 % de plus qu'en 2019, selon une estimation corrigée. Le 15 janvier dernier, l'Insee avait estimé le nombre de décès en 2020 à 667 400 personnes (+ 9 % en un an).

Naissances en baisse, décès en hausse : logiquement, cette conjonction a entraîné un solde naturel très bas, à 82 000 contre 140 000 en 2019. C'est le solde naturel le plus faible depuis 1945.

L'année 2020 a également été marquée par un effondrement de 34 % du nombre de mariages, ces célébrations ayant été interdites pendant le premier confinement, puis de nouveau autorisées mais avec une stricte limitation du nombre d'invités.

\*\*\*\* \*num\_16 \*an\_2021 \*quart\_1 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Décès en hausse, espérance de vie réduite de plusieurs mois, effondrement des mariages: le Covid-19 a laissé une nette empreinte sur la démographie française en 2020, également marquée par la poursuite du déclin des naissances, au plus bas depuis 1945.

Pendant cette première année de l'épidémie, 667.000 personnes sont décédées en France - toutes causes confondues -, soit 9% de plus qu'en 2019, selon le bilan démographique 2020 publié mardi par l'Insee.

Cet excédent de mortalité, particulièrement marqué lors des deux vagues épidémiques en avril-mai puis à partir d'octobre, a certes été moins net que dans d'autres pays européens (il a atteint +70% en Espagne pendant la première vague et +47% en Italie, contre +28% en France), mais il a eu malgré tout un impact notable sur l'espérance de vie à la naissance.

Celle-ci s'est établie à 85,2 ans pour les femmes (en baisse de quasiment cinq mois) et 79,2 ans pour les hommes (en baisse de six mois), soit un recul bien plus fort que celui observé en 2015, année d'une forte grippe hivernale.

Autre conséquence de la pandémie: le nombre de mariages s'est effondré de 34% en 2020, ces célébrations ayant été interdites pendant le premier confinement, puis autorisées mais avec une stricte limitation du nombre d'invités. «Il n'y a eu presque aucun mariage en avril-mai, et nettement moins que les années précédentes en juin-juillet», note l'Insee.

Une évolution démographique majeure n'a, en revanche, rien à voir avec le Covid: seuls 740.000 bébés sont nés en France en 2020 (-1,8% en un an), un nombre qui n'avait jamais été aussi bas depuis 1945.

- Effet sur la formation des couples? -

Le nombre de femmes entre 20 et 40 ans (âge où elles sont le plus susceptibles d'avoir des enfants) étant globalement stable depuis 2016, cette baisse constante des naissances, année après année, s'explique surtout par la baisse de la fécondité, à 1,84 enfant par femme en 2020 contre 1,86 en 2019. Cet indice oscillait encore autour de 2 entre 2006 et 2014.

Au niveau de l'Union européenne, la France reste toutefois la championne de la fécondité, avec 1,87 enfant par femme en 2018 (dernier comparatif possible), devant la Suède et la Roumanie (1,76), puis l'Irlande (1,75).

Baisse de l'espérance de vie en France en 2020 / AFP

Naissances en baisse, décès en hausse: logiquement, cette conjonction a entraîné un solde naturel très bas, à 82.000 contre 140.000 en 2019. C'est le solde naturel le plus faible depuis 1945.

Si l'épidémie n'a pas pu avoir d'effet sur les naissances en 2020, elle pourrait en revanche entraîner une nouvelle baisse de la natalité en 2021, a mis en garde le démographe Gérard-François Dumont, dans une interview parue mardi dans La Croix.

Certains couples pourraient, dans un proche avenir, renoncer à avoir des enfants à cause du «sentiment d'insécurité» lié à la pandémie, ou à ses conséquences économiques, estime ce spécialiste. En outre, «il ne faut pas sous-estimer l'impact des mesures de confinement, et de fermeture des lieux de sociabilité sur la formation des couples», selon M. Dumont: «cela influencera à terme le nombre des naissances, car il faut bien que les futurs parents commencent par se rencontrer».

Une femme âgée se promène dans le jardin d'un Ehpad, en Bretagne, en juillet 2020 / AFP/Archives

La semaine dernière, l'Union nationale des associations familiales avait commenté par anticipation le mauvais chiffre des naissances, en appelant les pouvoirs publics à renforcer leur politique familiale, pour mieux répondre à des «désirs d'enfant contrariés».

«Si les familles ont moins d'enfants, ce n'est (...) pas parce qu'elles en veulent moins», avait affirmé ce collectif associatif. Selon une récente étude réalisée par l'institut Kantar pour l'Unaf, les Français veulent ou auraient voulu en moyenne 2,39 enfants, soit bien plus que la fécondité réelle. Parmi les personnes interrogées, les deux tiers de celles n'ayant eu qu'un seul enfant en voudraient, ou en auraient voulu au moins deux.

\*\*\*\* \*num\_19 \*an\_2021 \*quart\_1 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Débat Le nombre de naissances en janvier a chuté de 13 % par rapport à janvier 2020, une baisse inédite depuis 1975, sans doute liée à la pandémie de Covid-19, a annoncé l'Insee, jeudi 25 février. Cette chute brutale, peut-être en partie conjoncturelle, s'inscrit dans une tendance à la baisse depuis six ans. L'Insee estime désormais à 735 000 le nombre de bébés nés en France en 2020, au plus bas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Gilles Pison, professeur au Muséum national d'histoire naturelle

Je ne suis pas sûr qu'il faille prendre de nouvelles mesures pour inciter les couples à avoir des enfants. Car que constatons-nous ? Certes, sous l'effet de la crise sanitaire, la natalité enregistre une forte baisse, mais cela ne signifie pas forcément que ces naissances n'auront pas lieu. Elles sont peut-être simplement reportées.

Ce genre de phénomène de rattrapage s'est vérifié après certaines crises économiques, comme celle de 1993. La baisse temporaire a ensuite été compensée par un regain des naissances. Au total, les femmes ont eu exactement le même nombre d'enfants qu'elles auraient eu sans la crise, mais ces naissances sont plus espacées dans le temps.

Un tel schéma pourrait se vérifier une nouvelle fois, même si un indicateur a changé : l'âge des mères à la naissance de leur premier enfant a beaucoup augmenté ces dernières années, passant de 26,5 ans en 1970 à 29 ans en 2010. Or, pour une mère de 30 ans, reporter la naissance de son enfant d'un an ou deux n'a pas la même signification et les mêmes conséquences que pour une mère plus jeune. C'est un point d'attention, mais pas de crainte particulière : les femmes peuvent encore repousser la naissance de leur enfant avant d'atteindre les limites biologiques de leur fécondité.

J'ajoute qu'une partie des naissances qui n'ont pas eu lieu en décembre 2020 et janvier 2021, soit neuf mois après le début du confinement, correspond à l'arrêt des protocoles de procréation médicalement assistée dans les hôpitaux à cette période. Celui-ci n'est pas sans conséquence sur la natalité globale puisque 3 % des enfants naissent désormais ainsi en France. Depuis, les PMA ont redémarré et on devrait, là aussi, assister à un effet rattrapage dans les mois qui viennent.

Surtout, il me semble que les politiques familiales et sociales de la France ont joué une nouvelle fois un rôle d'amortisseur : le recul des naissances aurait pu être beaucoup plus fort vu le climat d'incertitudes. Ce déclin semble d'ailleurs frapper plus durement les pays dont les politiques familiales sont moins généreuses, dans le sud de l'Europe notamment.

Certes, il est trop tôt pour établir des comparaisons internationales très fiables, mais il semble qu'en Italie, en décembre 2020, les naissances aient chuté de 22 %, contre 7 % en France, selon une estimation de l'Institut national de la statistique italien, Istat, basée sur l'état civil d'un échantillon de 15 villes.

Ce premier indicateur doit être confirmé, mais il semble montrer une bonne tenue relative de la natalité française, déjà constatée après la crise financière de 2008. Si la natalité baisse depuis en France, ce ralentissement y est plus modéré qu'ailleurs.

Julien Damon, sociologue

L'effondrement du nombre des naissances que nous constatons sur les mois de décembre 2020 et de janvier 2021, qui est lié au Covid, s'ajoute à des années de baisse continue de la natalité. Nous arrivons donc à un stade où nos politiques familiales doivent évoluer si l'on veut garantir le dynamisme démographique de notre société. Aujourd'hui, ce sont les familles les plus riches et les plus pauvres qui ont le plus d'enfants. Si l'on veut augmenter la natalité, il faut donc encourager les classes moyennes, qui sont numériquement les plus nombreuses, à avoir des enfants. Il me semble que celles-ci sont surtout à la recherche d'une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Plus qu'une augmentation des allocations familiales, je pense qu'une mesure incitative serait de leur garantir une place en crèche pour le deuxième enfant. Rassurer les parents sur les questions de garde leur enlèverait un grand poids.

Il faudra revoir l'organisation des modes d'accueil et de centres de loisirs pour les adapter à l'essor du télétravail, qui devrait se poursuivre. Les jours où les parents travaillent chez eux, les jeunes enfants doivent pouvoir être accueillis. Même chose pour les jeunes adolescents, le mercredi après-midi. L'offre de centres de loisirs, très centrée sur les plus petits, doit se développer en leur faveur. Ensuite, il me semble qu'au bénéfice de la crise actuelle, nous pourrions enfin décider que la petite enfance devient une compétence obligatoire des communes. Aujourd'hui, ce n'est que facultatif : si un maire ne veut pas ouvrir de crèches, il en a le droit. Cela ne peut pas durer si l'on veut rassurer les parents.

Enfin, j'attire l'attention sur un problème souvent sous-estimé mais bien réel, dès lors que l'on parle de natalité : il n'y a pas de bébés si les couples ne se rencontrent pas ! Au début de ma carrière, j'ai lu les plus gros traités de démographie et je me suis rendu compte que toutes les analyses les plus savantes commençaient, en fait, par ce constat très simple. Au-delà des conséquences de la crise sanitaire sur le moral et les finances des Français et leur envie d'avoir ou non un enfant dans ce contexte-là, l'un des freins les plus importants qu'il va falloir lever est celui-ci : faire en sorte que les couples puissent se rencontrer malgré les mesures de confinement ou de couvre-feu qui resteront, peut-être, longtemps nécessaires.

À titre personnel, je plaide pour la mise en place, dès que possible, d'aides de la Caf afin de financer des chèques-restaurant, par exemple, pour que les jeunes puissent à nouveau sortir et faire des rencontres. De telles mesures sont peut-être inhabituelles, mais elles seront, selon moi, essentielles pour relancer la natalité.

\*\*\*\* \*num\_25 \*an\_2021 \*quart\_2 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

«U*ne société qui n'accueille pas la vie cesse de vivre ! »,*a lancé le pape François, vendredi 14 mai, en inaugurant des états généraux de la natalité organisés en Italie. Avec 1,27 enfant par femme, la situation démographique de l'Italie est en effet particulièrement préoccupante.

Avec 1,83 enfant par femme en 2019, la France semble mieux lotie. Dans une note rendue publique ce week-end, François Bayrou, haut-commissaire au plan, tire pourtant la sonnette d'alarme. L'avenir du système social français, fondé sur la solidarité entre les générations, est sérieusement compromis par la baisse de la natalité, explique le président du MoDem : la politique familiale a été progressivement délestée de tout objectif de soutien à la natalité, estime-t-il.

Pour dynamiser la démographie, deux leviers sont disponibles, qu'il s'agit de faire jouer *« dans des proportions raisonnables »*: *« avoir plus d'enfants »*et *« accueillir des personnes d'autres pays ».*À un an de l'élection présidentielle, l'ancien ministre invite de fait à un débat de fond sur la natalité et les migrations. Deux sujets trop souvent disjoints et abordés de façon idéologique. Ils méritent pourtant mieux : c'est l'avenir de notre modèle social qui est en jeu.

\*\*\*\* \*num\_26 \*an\_2021 \*quart\_2 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Débat Le haut-commissaire au Plan, François Bayrou, plaide pour un « pacte national pour la démographie », fondé sur deux leviers : « avoir plus d'enfants ou accueillir des personnes d'autres pays ». Entre politique universaliste et nouvelle allocation, deux spécialistes expliquent les mesures à encourager pour relancer la natalité.

Commenter Réagir Envoyer par mail Envoyer Partager sur Facebook Partager Partager sur Twitter Twitter ? « Revenir à ce qui a fait le succès de la politique familiale »

Gérard-François Dumont, démographe, professeur à l'université Paris IV

Pour relancer la natalité, il suffit de revenir à ce qui a fait le succès de notre politique familiale pendant des décennies : son universalité. Il faut cesser de faire des entorses à ce principe et confondre la politique familiale avec une politique sociale redistributive. Or cette confusion, flagrante sous la présidence de François Hollande, opère, en fait, depuis les années 1990. Premier ministre, Lionel Jospin s'y était déjà essayé avec l'assentiment de la droite. À l'époque, chacun souhaitait réserver les allocations familiales aux plus pauvres, et seul le parti communiste s'y opposait au nom de la solidarité intergénérationnelle. Les résultats n'avaient pourtant pas tardé à se manifester : la natalité avait baissé. Aujourd'hui, nous sommes revenus au même point, et il nous faut réaffirmer très clairement l'universalité des allocations familiales pour que les Français retrouvent confiance en l'aide que l'État peut leur apporter.

Ceci dit, tout n'est pas une question d'allocations familiales. Et c'est d'ailleurs pour cela qu'il ne faut pas selon moi les verser dès le premier enfant, mais à partir du deuxième enfant seulement. Car elles ne permettent pas de lever le frein principal lorsqu'on commence à fonder une famille. Les vrais problèmes des jeunes couples, ce sont le coût du logement et la conciliation entre la vie personnelle et la vie professionnelle. Les deux questions auxquelles il faut donc répondre sont les suivantes : comment vais-je loger ma famille ? Comment vais-je pouvoir continuer à travailler tout en élevant mon enfant ? Et cela ne passe pas par les allocations familiales mais par diverses mesures à l'échelon local.

L'une des principales, c'est de rendre aux maires leur autonomie fiscale. C'est la première condition pour qu'ils puissent ouvrir des crèches ou lancer des chantiers immobiliers. Or ces dernières années, l'inverse s'est produit : la taxe d'habitation a disparu, remplacée par une dotation de l'État qui est révisable chaque année. Très concrètement, cela signifie que le maire n'est plus en mesure de financer lui-même une halte-garderie ou une crèche dans sa commune parce qu'il ne sait pas si l'État le suivra dans la durée. Pire encore, cela a conduit à aggraver les problèmes de logement. Pour compenser le manque à gagner, les communes ont très souvent augmenté la taxe foncière, qui reste entre leurs mains, renchérissant les terrains et décourageant les investisseurs. Résultat : le nombre des constructions a baissé et les jeunes couples ont toujours du mal à se loger.

? « Créer une allocation unique de 200 € pour chaque enfant »

Marc de Basquiat, consultant en politiques publiques

Il faudrait, avant tout, que la politique familiale devienne lisible par les Français, ce qui est aujourd'hui très loin d'être le cas. Si l'on met bout à bout les aides sociales, fiscales et familiales proprement dites, il n'existe pas moins de dix mécanismes d'aide monétaire, tous calculés de manière différente, et sans toujours de cohérence. Qui peut s'y retrouver ? Or ce maquis, en plus d'être peu clair, n'est pas toujours juste. Ainsi, un couple marié avec un enfant n'a droit à aucune aide monétaire, contrairement aux plus pauvres, mais aussi aux plus riches, qui bénéficient des aides fiscales.

À l'inverse, il faut que les couples sachent sur quelles aides ils peuvent compter. Qu'on leur donne un chiffre précis. Ce n'est pas impossible si on refond le système éparpillé qui est le nôtre dans une aide unique versée à chaque enfant. Je propose ainsi de créer une « allocation familiale unique » de 200 € par enfant et par mois, de la naissance à 14 ans, montant qui serait porté à 150 € mensuels de 14 à 18 ans. Cette prestation monétaire serait versée à tous les enfants, dès le premier, et quels que soient les revenus des parents. Elle remplacerait les allocations familiales, l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant, la prime de rentrée scolaire, etc. Du système actuel, je ne garderais que les dispositifs d'aide aux modes de garde.

Quand l'enfant devient majeur, il faudrait que la politique familiale continue de le soutenir, mais directement, et non plus ses parents, comme c'est le cas aujourd'hui. Je propose que tous perçoivent 500 € chaque mois, de 18 à 25 ans, afin de financer un logement, des études, etc. Ce montant serait équivalent à celui du RSA. En contrepartie, bien sûr, on arrêterait toutes les aides aux parents, sauf les aides au logement.

Quant à l'argument de l'immigration, souvent avancé comme une partie de la solution, il me semble devoir être utilisée avec prudence. Il est vrai, d'un point de vue strictement économique, que quand un pays a les moyens de bien accueillir les immigrés, c'est une chance sur le plan démographique, et que très vite la natalité repart à la hausse. Les immigrés n'ont pas plus d'enfants que les Français d'origine, mais ces naissances supplémentaires viennent mécaniquement s'additionner aux autres, et les chiffres remontent. Cependant, si le pays n'est pas en mesure de bien intégrer ses immigrés, alors des problèmes politiques peuvent se poser. Aussi cette solution, selon moi, ne peut être appréhendée sous un angle technique. il s'agit d'un choix politique.

\*\*\*\* \*num\_37 \*an\_2022 \*quart\_3 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Selon l'Insee, 742 100 bébés sont nés en France en 2021. Cette hausse de 0,9 % constitue une première depuis six ans, souligne l'institut, mais elle ne suffit pas à retrouver le niveau de naissances de 2019.

Faut-il voir le verre à moitié vide ou à moitié plein ? Ce jeudi 29 septembre, l'Insee publie des chiffres consolidés de la natalité en 2021. Ceux-ci confirment l'embellie du nombre de naissances déjà annoncée lors de la publication de chiffres intermédiaires, en janvier : 742 100 bébés sont nés en 2021, soit 0,9 % de plus qu'en 2020. « Malgré le contexte pandémique, les naissances augmentent en 2021 après six années de baisse », souligne donc l'Insee.

De quoi ce chiffre est-il le signe ? Signifie-t-il que la baisse importante et continue de la natalité constatée depuis 2015, année où 800 000 enfants sont nés, est interrompue ? Ou seulement que la parenthèse Covid se referme et que, après avoir reporté leurs projets d'enfant en 2020, année très incertaine sur le plan sanitaire mais aussi économique et social, des couples sont devenus parents un an plus tard ?

Une hausse relative

Le démographe Laurent Toulemon exprime sa « prudence ». Tout d'abord, cette hausse est relative. Elle ne permet pas, par exemple, de retrouver le niveau des naissances de 2019, soit avant le Covid. Cette année-là, 753 000 bébés étaient nés. Une partie du rebond pourrait d'ailleurs tenir à la seule réouverture des centres de procréation médicalement assistée (PMA), fermés un an plus tôt.

D'autre part, « il est encore trop tôt pour savoir comment la crise Covid se traduit sur le plan de la démographie », prolonge Laurent Toulemon. Tout au plus, le rebond semble indiquer que « le Covid n'a entraîné ni baby-boom, ni baby-krach parfois annoncé, ce qui constitue déjà en soi une surprise ».

« Des évolutions très surprenantes »

Afin d'évaluer l'impact définitif de la pandémie sur la natalité, il faudra attendre encore quelques années. D'une part parce qu'une recrudescence épidémique reste possible, avec un nouveau plongeon du nombre des naissances. D'autre part parce que « la crise sanitaire produit des évolutions très surprenantes, que nous avons du mal à comprendre », avoue le démographe.

Des écarts de comportements se constatent ainsi entre les pays européens et même entre les régions françaises. Exemple ? En 2021, les bébés sont nés surtout dans l'ouest de la France où, paradoxalement, leur nombre n'avait pas massivement baissé en 2020. Les raisons ne sont pas claires : les jeunes couples ont-ils massivement déménagé pendant le Covid ?

La portée de ce rebond est encore moins simple à évaluer dans le contexte de baisse de long terme du nombre des naissances, qui chute depuis 2015. « On pense que le niveau sous-jacent de la fécondité se situe toujours entre 1,8 et 2 enfants par femme, mais on ne le sait pas vraiment, prévient Laurent Toulemon. Au mieux, les nouveaux chiffres de l'Insee semblent montrer une stabilisation des naissances à un niveau plus bas qu'il y a dix ans, mais au-dessus de celui de nos voisins européens, et proche du seuil de renouvellement des générations. »

\*\*\*\* \*num\_38 \*an\_2022 \*quart\_4 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Selon l'Insee, 1 940 bébés sont nés en moyenne chaque jour en France en octobre 2022, soit les chiffres les plus bas observés depuis 1993. Ce constat interroge, mais cache aussi un mouvement plus modeste et nouveau : un regain démographique des zones rurales au détriment des métropoles.

Côté pile : la publication des statistiques des naissances pour octobre 2022 laisse peu de place à l'ambiguïté. « Un nombre de naissances très faible pour un mois d'octobre », titre l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), jeudi 1er décembre. Côté face : cette même étude, qui présente les données par département, montre aussi que la « géographie des naissances se modifie considérablement », selon l'expression du démographe Gérard-François Dumont.

Tout d'abord, donc, la baisse globale est importante. Elle se lit dans les chiffres : « 1 940 bébés sont nés en moyenne par jour en octobre 2022, écrit l'Insee. C'est 10 % de moins qu'en octobre 2021, et 6 % de moins qu'en octobre 2020, quand l'évolution des naissances n'était pas encore affectée par la pandémie de Covid-19. »

Il s'agit du creux le plus notable, depuis ceux de « 1975 et 1993, deux dates lors desquelles la France subissait des crises économiques majeures », précise le démographe Didier Breton, de l'Institut national d'études démographiques (Ined).

« Montée des tensions »

Comment expliquer ce nouveau décrochage ? Les avis sont partagés. Didier Breton rappelle que ce décrochage correspond à une baisse des conceptions neuf mois plus tôt, en janvier 2022. À cette date, le variant Omicron faisait la une de l'actualité. L'été précédent avait été caniculaire. Vladimir Poutine n'avait pas encore envahi l'Ukraine, « mais il est possible que la montée de toutes ces tensions se soit fait sentir. Dans un monde devenu très incertain, des parents ont pu décider de remettre leur projet d'enfant à des jours meilleurs », selon lui.

Une hypothèse que balaie Gérard-François Dumont, qui voit là « le résultat d'une évolution à la baisse commencée il y a presque dix ans. Elle est plus importante que prévu car on pensait que le redémarrage des PMA pouvait la limiter, mais finalement cela n'a pas été le cas ».

En revanche, les deux démographes se rejoignent pour estimer que les prochains mois seront déterminants. Soit la baisse est compensée par une remontée des naissances, signe d'un regain d'optimisme. Soit elle se poursuit, et la France entrerait alors dans l'ère du « changement de modèle, selon Didier Breton. Cela signifierait que les comportements sont en train de changer durablement en matière de natalité, signant la fin de l'exception française ». La France pourrait alors rejoindre la moyenne européenne de 1,5 enfant par femme, contre 1,83 aujourd'hui, et deux au début des années 2000.

L'enjeu est capital pour un pays comme la France où le système de solidarité par répartition « repose sur une pyramide des âges équilibrée, poursuit le démographe. Aujourd'hui, celle-ci n'est pas menacée, car le taux de fécondité de la France reste relativement élevé, mais tout réside dans ce "relativement" ».

« Des changements extrêmement importants »

L'autre enseignement majeur de l'étude ne porte pas sur le nombre des naissances, mais sur leur répartition géographique. Elles augmentent là où on les attendait le moins : dans les départements ruraux. Pour s'en convaincre, Gérard-François Dumont a comparé les données par département sur les dix premiers mois de 2022 avec ceux des dix premiers mois de 2020. Résultat : « On constate des changements extrêmement importants », résume-t-il.

Dans le détail, les départements les plus denses, comme Paris, la petite couronne, mais aussi la Haute-Garonne, la Gironde, la Loire-Atlantique ou encore l'Ille-et-Vilaine ont vu naître moins de bébés que deux ans auparavant. À l'inverse, la Corrèze, les Alpes-de-Haute-Provence, la Nièvre, le Cher ou plus encore le Gers (+ 18 %), en ont accueilli davantage.

« Bien sûr, dans ces départements ruraux les valeurs restent faibles car on part de très bas ; et la hausse actuelle ne suffit pas à compenser, au niveau national, la baisse subie par les territoires urbains », admet Gérard-François Dumont. Pourtant, le mouvement est suffisamment significatif pour indiquer « une perte d'attractivité des métropoles pour les jeunes parents ». Soit que les « enfants du pays » ne partent plus, ou que les citadins déménagent dans des endroits plus agréables à vivre, avec un immobilier plus abordable. Dessinant la France de demain ?

Selon l'Insee, les trois confinements se sont traduits par des baisses des naissances d'ampleurs diverses.

Le confinement du printemps 2020 avait conduit les couples à reporter leur projet parental. Une chute historique des naissances avait suivi neuf mois plus tard (- 13 % en janvier 2021 par rapport à un an plus tôt).

Le deuxième confinement s'était, lui, traduit par une hausse des naissances (+ 4 % en août et septembre 2021 par rapport à l'année précédente qui était, certes, sinistrée).

Le troisième confinement s'est traduit par une baisse par rapport aux niveaux d'avant la pandémie (- 3 % en janvier 2022, par rapport à janvier 2020).

\*\*\*\* \*num\_40 \*an\_2023 \*quart\_1 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

En 2022, 723 000 bébés sont nés en France, soit 19 000 de moins qu'en 2021, selon le bilan démographique 2022 de l'Insee, publié mardi 17 janvier. Le taux de fécondité était de 1,8 enfant par femme l'année dernière, contre 1,84 en 2021.

Le nombre de naissances n'a jamais été aussi bas en France depuis 1946. En 2022, 723 000 bébés sont nés sur notre territoire, soit 19 000 de moins qu'en 2021 (- 2,6 %), selon le bilan démographique 2022 de l'Insee, publié mardi 17 janvier. Après un léger rebond en 2021 par rapport à 2020, année marquée par la pandémie, le taux de natalité recule à nouveau et rejoint la tendance enregistrée entre 2015 et 2020, où « les naissances ont été chaque année de moins en moins nombreuses ». Parallèlement, l'indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) baisse aussi et s'établit à 1,80 enfant par femme, contre 1,84 en 2021. L'âge moyen de la maternité, lui, continue d'augmenter, à 31 ans aujourd'hui contre 29,4 ans il y a vingt ans.

Cette chute est-elle conjoncturelle ou structurelle ? C'est l'éternelle question à laquelle sont confrontés les démographes. « La baisse des naissances est liée à la diminution du nombre de femmes en âge de procréer, mais surtout à la baisse du taux de fécondité qui passe en dessous du seuil de 1,80 enfant par femme, à 1,796 enfant exactement », observe Didier Breton, professeur de démographie à l'université de Strasbourg et chercheur associé à l'Institut national d'études démographiques (Ined).

Une baisse du taux de fécondité à tous les âges

Dans un contexte de crises à répétition - sanitaire, économique, climatique -, les couples ont pu reporter les projets de naissance, avance le chercheur. « Si on compare avec les mariages, dont beaucoup ont été différés avec la pandémie à 2021 et 2022, on peut en déduire qu'il y aun effet de report des trajectoires familiales et donc probablement de la fécondité. »

Voilà pour la première hypothèse. La seconde reposerait sur « un changement durable du calendrier de la fécondité » qui nous ferait changer de modèle. « C'est ce qu'on a observé dans les années 1990, où l'âge moyen à la maternité est passé de 28 ans à 29,5 ans en dix ans, poursuit Didier Breton. Ces changements longs entraînent toujours un creux, puis une remontée des naissances. »

Toutefois, ce scénario suppose que la fécondité baisse chez les femmes les plus jeunes et augmente chez les plus âgées. Or, rappelle le démographe, en 2022, le taux baisse à tous les âges. « En outre, ajoute-t-il, l'âge du premier enfant ne peut pas continuer à reculer indéfiniment. » Un recul souvent lié à une entrée plus tardive dans la vie active mais qui peut aussi révéler « un désir d'avoir moins d'enfants », souligne Didier Breton.

La situation démographique de la France est-elle, pour autant, inquiétante ? Non, répond clairement Laurent Toulemon, chercheur à l'unité « fécondité, familles, conjugalités » de l'Ined. « L'Insee parle d'un nombre de naissances historiquement bas, mais on était en dessous de 1,70 enfant par femme en1993, après la chute du mur de Berlin, puis la natalité est repartie à la hausse avec un pic en l'an 2000 et une remontée très importante jusqu'en 2010, où le taux de fécondité était de deux enfants par femme. » La natalité a ensuite recommencé à baisser après la crise de 2008, qui a eu des répercussions en France un peu plus tard qu'en Europe. Depuis 2015, la chute est constante, à l'exception de la légère hausse de 2021.

Un indicateur de fécondité à 1,80 enfant par femme ne serait pas non plus alarmant, selon Laurent Toulemon, même s'il en faut deux pour assurer le renouvellement des générations : « Ce niveau reste élevé si on le compare à celui des pays voisins et même du point de vue de l'évolution des populations puisqu'il suffit d'un solde migratoire légèrement positif pour compenser le déficit des naissances. » Avec 68 millions d'habitants, la France reste le deuxième pays le plus peuplé de l'Union européenne.

« La Nation n'est pas en danger »

« Nous ne sommes pas dans la même situation que certains pays, notamment en Asie, où l'indicateur de fécondité est inférieur à un enfant par femme, avec une perspective de diminution rapide de la population, ajoute le chercheur. La nation n'est pas en danger parce que nous manquons d'enfants. Nous sommes plutôt dans une perspective de stabilisation de la population », avance-t-il, en rappelant les atouts de la France en matière de conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, même s'il pointe aussi le manque de places en crèche.

\*\*\*\* \*num\_47 \*an\_2023 \*quart\_1 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Si la fécondité des femmes immigrées est plus élevée que celles de femmes nées en France, sans ascendance migratoire directe, l'écart se réduit au fil des générations et s'estompe en partie, voire en totalité, pour des descendantes, relève une étude de l'Insee publiée mardi 21 février.

« La descendance finale », c'est-à-dire le nombre d'enfants au cours d'une vie, des femmes immigrées résidant en France métropolitaine en 2019-2020 diminue au fil des générations, selon une étude de l'Insee publiée mardi 21 février.

Ainsi, les femmes immigrées nées entre 1950 et 1954 ont eu en moyenne 2,94 enfants. Celles nées entre 1960 et 1974 ont eu en moyenne 2,35 enfants, en tenant compte des naissances à l'étranger avant la migration et des naissances en France après leur arrivée. Par comparaison, les femmes sans ascendance migratoire directe (ni immigrées ni descendantes d'immigrés) de cette génération 1960-1974 ont donné naissance à 1,86 enfant.

Plus d'enfants chez les femmes originaires d'Afrique, de Turquie et du Moyen-Orient

Toujours dans cette génération, la fécondité est plus élevée chez les femmes originaires d'Afrique, de Turquie et du Moyen-Orient (2,8 enfants en moyenne ou un peu plus) et notamment chez celles nées en Afrique hors Maghreb (2,93 enfants). Parmi celles-ci, près de 20 % ont eu au moins cinq enfants, contre 1 % pour les femmes sans ascendance migratoire. À l'opposé, les femmes nées en Europe, hors pays du Sud, et en Asie, hors Turquie et Moyen-Orient, ont eu en moyenne 1,76 enfant, soit moins que les femmes nées en France (1,86).

Si les femmes immigrées ont globalement plus d'enfants (+ 0,49 enfant en moyenne), ce n'est plus le cas de leurs descendantes. Celles-ci ont 1,90 enfant en moyenne (1,95 lorsque les deux parents sont immigrés et 1,83 avec un seul parent immigré). Le taux de fécondité « s'estompe donc en grande partie dès la génération suivante et en totalité si elles ont un parent immigré et un parent non immigré », relève Didier Reynaud, l'auteur de l'étude, réalisée à partir de la grande enquête Trajectoires et origines, dont la deuxième édition a été publiée en juillet 2022.

Parallèlement à la baisse de la fécondité entre les générations, l'âge moyen à l'accouchement a nettement augmenté, passant de 28,2 ans à 30,9 ans. Ces évolutions, observe Didier Reynaud, « vont de pair avec les caractéristiques sociodémographiques des immigrées qui ont profondément changé au fil des générations, notamment l'accroissement du niveau de diplôme, évolution partagée avec les femmes non immigrées. »

L'écart se réduit dès que le niveau de diplôme augmente

Ainsi, « la descendance finale » des mères sans diplôme ou avec un diplôme inférieur au baccalauréat s'élève en moyenne à 2,55 enfants, contre 1,75 enfant pour les diplômées de l'enseignement supérieur. « L'écart de fécondité entre les femmes immigrées et celles sans ascendance migratoire directe se réduit fortement dès lors que le niveau de diplôme augmente », souligne l'auteur.

Didier Reynaud ne s'appuie pas seulement sur le nombre d'enfants au cours d'une vie mais s'intéresse aussi à l'Indicateur conjoncturel de fécondité (ICF) en tenant compte, pour la première fois, des naissances à l'étranger. « Le calcul classique de l'ICF, un indice qui mesure le nombre moyen d'enfants par femme pour une génération, si les taux de fécondité par âge observés cette année-là demeuraient inchangés tout au long de leur vie, ne tient pas compte de la fécondité des femmes avant leur migration, explique Sylvie Le Minez, cheffe de l'unité des études démographiques et sociales à l'Insee. Or, on sait que ces femmes ont surtout des enfants lorsqu'elles arrivent en France et si on observe seulement cette période, on surestime leur fécondité ».

Un apport non négligeable

En 2021, l'indice de fécondité ajusté des femmes immigrées s'établissait donc à 2,33 enfants en moyenne contre 1,67 pour les femmes nées en France. Chez ces dernières, le taux s'est maintenu à un niveau élevé (autour de 1,9 enfant par femme) jusqu'en 2012, avant de diminuer. « L'ICF des femmes nées à l'étranger est, quant à lui, resté relativement stable sur l'ensemble de la période : autour de 2,3 enfants par femme entre 2006 et 2013, puis de 2,4 de 2014 à 2020 », note l'Insee.

L'immigration contribue à soutenir la natalité, relève de son côté Laurent Toulemon, chercheur à l'unité « fécondité, familles, conjugalités » de l'Institut national d'études démographiques (Ined). « Si on ne comptait que les enfants dont les deux parents sont nés en France, on passerait, en 2021, de 742 000 naissances à 509 000 », calcule-t-il.

\*\*\*\* \*num\_49 \*an\_2023 \*quart\_2 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

La baisse de la natalité se poursuit depuis janvier. En avril, 1 788 bébés sont nés par jour en moyenne, selon les chiffres de l'Insee, publiés jeudi 25 mai. C'est 7 % de moins qu'en avril 2022 et 7 % de moins qu'en avril 2020.

La baisse continue des naissances en France commence à inquiéter même les plus optimistes. En avril 2023, 1 788 bébés sont nés par jour en moyenne, soit 53 630 sur l'ensemble du mois, selon les chiffres de l'Insee, publiés jeudi 25 mai. C'est 7 % de moins qu'en avril 2022 et 7 % de moins qu'en avril 2020, mois pendant lequel les naissances correspondaient à des conceptions antérieures à la pandémie de Covid-19.

En avril, comme chaque mois depuis le début de l'année, le nombre de naissances reste à un niveau très faible, rappelle l'Insee. Depuis 1994, première année où les données mensuelles ont été disponibles pour la France métropolitaine et l'outre-mer, la moyenne mensuelle n'a été inférieure à 1 800 naissances par jour qu'à deux reprises : en avril 2023 et en janvier 2021.

Des variations selon les régions

La natalité baisse dans toutes les régions de France métropolitaine par rapport à avril 2020, avec toutefois quelques variations. La baisse est plus importante en Bourgogne-Franche-Comté (- 12 %) qu'ailleurs et moins marquée en Bretagne et en Normandie (- 3 %). Dans les DOM, les naissances ont, en revanche, augmenté à Mayotte et en Martinique.

Ces chiffres sont encore provisoires, car les bulletins de naissance n'ont pas tous été transmis à l'Insee, précise l'organisme. Une nouvelle estimation sera publiée fin juin 2023 mais ne devrait pas remettre en cause les évolutions déjà observées. À titre de comparaison, les variations entre les chiffres provisoires et consolidés étaient de + 0,1 % pour mars 2023 et de + 0,0 % pour février.

Cette baisse qui s'installe mois après mois, en 2023, et année après année, depuis 2015, inquiète un peu le démographe Laurent Toulemon, jusqu'ici plutôt optimiste sur l'évolution de la natalité. « Si on restait à ce niveau de naissances, c'est-à-dire 7 % de moins qu'en 2022, on passerait de 1,80 à près de 1,70 enfant par femme, soit le taux de fécondité le plus bas depuis 1994, ce qui ferait tout de même une différence importante, reconnaît-il. Il n'est toutefois pas certain que la baisse continue au même rythme pendant les huit prochains mois. Elle pourrait ralentir ou accélérer. »

Un taux de fécondité plus élevé qu'en Europe

Vue d'Europe, la situation de la France paraît encore enviable. « Notre pays se détache clairement des autres, avec un niveau de fécondité bien supérieur », rappelle Laurent Toulemon, récemment auditionné par le Sénat sur les « Conséquences des évolutions démographiques sur le système de protection sociale ». «La baisse est, certes, régulière depuis le milieu de l'année 2021, et le niveau est vraiment bas depuis cinquante ans, mais elle reste moins importante que dans d'autres pays. » Et le démographe de citer l'exemple de l'Allemagne et de la Suède, où la natalité a fortement baissé en 2022 en raison du Covid.

Face à l'effondrement de la démographie européenne, la situation française peut s'interpréter de deux façons, conclut Laurent Toulemon : « Soit on se dit que la France va rejoindre les autres pays ; soit on pense qu'elle peut résister parce que le niveau sous-jacent de la fécondité y est plus élevé - autour de 1,8 ou 1,9 enfant par femme - et que les variations sont conjoncturelles, analyse-t-il. Je pense que la natalité pourrait remonter dans quelques mois grâce, notamment, aux bons chiffres du chômage, mais il est vrai qu'au vu des dernières statistiques on n'en prend pas encore le chemin. »

\*\*\*\* \*num\_52 \*an\_2023 \*quart\_3 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Durant les six premiers mois de 2023, le nombre de naissances a diminué de 6,8 % en France, selon les dernières données de l'Insee publiées fin juillet. Depuis le début de l'année, plus de 330 000 nouveau-nés ont vu le jour, soit près de 24 000 de moins qu'en 2022 au cours de la même période.

« Il y a peut-être une combinaison de plusieurs crises et angoisses »

Didier Breton, professeur de démographie à l'université de Strasbourg et chercheur associé à l'Institut national d'études démographiques (Ined).

En France, le nombre des naissances baisse depuis à peu près une dizaine d'années. Aujourd'hui, il y en a environ 100 000 en moins par an par rapport aux chiffres d'il y a dix ans. Sur les six premiers mois de 2023, la baisse est de 7 %. À l'exception de janvier, elles ont diminué chaque mois par rapport à 2022. C'est singulier. En janvier 2021, une très forte chute des naissances avait suivi le confinement. Mais cette baisse avait été rattrapée quelques mois plus tard. En novembre 2022, une nouvelle baisse correspondait, très probablement, à une réaction au début de la guerre en Ukraine neuf mois auparavant et à une petite remontée de l'épidémie de Covid-19.

Le nombre de naissances en 2022 atteint un niveau historiquement bas

Cette fois, aucun événement marquant durant ces six premiers mois ne peut expliquer la baisse des naissances. Il y a peut-être une combinaison de plusieurs crises et angoisses qui rendent plus difficile pour les couples de se projeter à long terme. Il y a notamment la crise économique et la guerre en Ukraine. Les considérations écologiques ont aussi un impact certain à court terme, et elles pourraient se poursuivre.

Une autre explication possible réside dans le recul de l'âge de l'entrée en parentalité en France. On a déjà connu cette situation dans les années 1970 et au milieu des années 1990. Actuellement, les couples commencent à avoir leur premier enfant, et donc les suivants, plus tard. Dans ce cas, soit il y aura un simple report du calendrier des naissances et la natalité remontera. Soit une part de ces couples renonceront à avoir un enfant ou décideront d'en avoir moins, ce qui continuerait à faire baisser la fécondité en France.

Le solde naturel, c'est-à-dire la différence entre le nombre de naissances et de décès, n'a jamais été aussi faible. Pour inverser la tendance, tout dépendra du désir d'enfant des Français. On ne peut forcer des personnes à avoir des enfants. Mais si ce désir existe, les politiques publiques doivent mettre en place tous les éléments pour le rendre possible. Il y a plein de leviers sur lesquels elles peuvent agir, comme le coût de l'éducation, le nombre de places disponibles en crèche, l'accès au logement, le coût de la santé, ou encore l'égalité des femmes et des hommes face au travail.

\*\*\*\* \*num\_56 \*an\_2023 \*quart\_3 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Vous pointez les dangers d'une baisse de la natalité pour le modèle social français. Quels sont-ils ?

François Bayrou : La question de la démographie est la question même de l'avenir du pays. C'est vrai pour tous les pays du monde, mais la France est particulièrement concernée parce que notre contrat social est entièrement fondé sur notre capacité démographique. Tous les autres pays du monde anglo-saxon se fondent sur la loi du chacun pour soi. L'éducation, la santé, les retraites ou le chômage sont payants et fonctionnent comme des assurances.

En France, nous avons choisi un modèle qui est formidable d'inspiration : le « tous pour un », la solidarité universelle. C'est l'État qui garantit l'éducation, la santé, les retraites, le chômage. Mais tout cela n'est viable que parce qu'il y a, pour payer les cotisations et les impôts, suffisamment de contributeurs pour financer l'effort de solidarité. Dès l'instant où la base de la pyramide se rétrécit, il devient impossible de maintenir ce système, et son principe d'organisation s'effondre.

Vous faites également le lien entre la vitalité démographique et l'optimisme d'un pays. Comment en insuffler à la population ?

F. B. : C'est dans la démographie, dans le renouvellement des générations, les naissances, que se traduit l'envie de vivre d'un peuple, et donc l'optimisme, la créativité, l'inventivité, mais aussi la capacité de porter un modèle, un message, un rayonnement. C'est pourquoi les cadres politiques, démocratiques et intellectuels du pays ont une responsabilité capitale. Il leur revient de porter le discours de l'avenir.

L'enrichissement de la vie ne peut pas être seulement matériel, il doit être également spirituel. Nous devons considérer que notre destin se joue dans la reconnaissance de l'autre, dans la création de nouvelles idées, de nouveaux concepts, de nouvelles techniques... des épanouissements nouveaux. Aujourd'hui, un certain nombre de responsables se complaisent dans l'idée qu'il faudrait revenir à un passé lointain, ou abandonner notre développement. Cette onde négative, ce discours catastrophiste qui se propage dans le pays, est probablement l'une des causes de l'effondrement démographique.

Il y a également des considérations matérielles qui entrent en compte...

F. B. : Une donnée est encourageante : quand on interroge les parents sur le nombre d'enfants qu'ils ont, et combien ils aimeraient en avoir, ils veulent toujours - en moyenne - en avoir un de plus. Ceux qui en ont un disent qu'idéalement ils en voudraient deux, ceux qui en ont deux en voudraient trois, etc. C'est un potentiel extraordinaire.

Mais ils doivent satisfaire pour ce faire des questions matérielles : la première, c'est la garde des enfants. Et quand on a des enfants supplémentaires, il faut souvent déménager, changer de voiture. On voit bien qu'il y a une organisation de la société, un soutien, qui doit se faire pour favoriser la vitalité démographique.

L'immigration, actuellement au coeur du débat, est-elle la solution face aux déficits de naissances ?

F. B. : Je ne le crois pas. Bien sûr, une partie de la vitalité de notre peuple a été le fait de populations qui nous ont rejoints. Il est certain que les Italiens, les Polonais et aujourd'hui les immigrés venant d'Afrique du Nord ou d'Afrique subsaharienne ont contribué au renouvellement de la population française. Mais on ne peut pas considérer que ce sera la solution à grande échelle sans engendrer de graves conflits culturels.

Quand vous avez des populations avec des langues, coutumes et religions profondément différentes, ce qui est possible quand il s'agit d'intégrer un petit nombre devient impossible quand il y a un déséquilibre. La question de la proportion est cruciale.

Les inquiétudes liées au réchauffement climatique ont également des conséquences sur le discours politique sur la natalité.

F. B. : C'est une préoccupation universelle désormais. Mais l'écologie ne peut pas simplement consister à déplorer ce que nous sommes et, parce que l'on croit que les ressources sont finies, à tenir une ligne malthusienne, qui a pour conséquence d'écraser l'instinct de vie de l'humanité. Laisser croire que la survie de la planète est liée à la disparition ou à la raréfaction des êtres humains entraînera inéluctablement l'effondrement de l'envie de vivre et la chute de notre civilisation.

\*\*\*\* \*num\_79 \*an\_2024 \*quart\_1 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Alors que des projections de l'Insee annonçaient une baisse de la population à l'horizon de 2070, l'Ined publie, mercredi 20 mars, un autre scénario selon lequel la population augmenterait, même avec le taux de fécondité actuel de 1,68 enfant par femme, du fait d'un solde migratoire annuel équivalent à celui de 2023.

La démographie n'étant pas une science exacte, les projections des démographes peuvent varier d'un institut à l'autre. Ainsi, d'après l'Institut national d'études démographiques (Ined), qui a publié une étude mercredi 20 mars, la population française devrait continuer à augmenter de manière continue « jusqu'à 72,1 millions en 2070 ».

L'Insee prévoyait de son côté, en 2021, une augmentation jusqu'à 69,3 millions en 2044 puis une diminution à 68,1 millions en 2070. Les deux font les mêmes hypothèses pour la mortalité sur cette période. Celle-ci continuerait à baisser au même rythme qu'au cours de la décennie 2010 et l'espérance de vie à la naissance atteindrait 87,5 ans pour les hommes et 90 ans pour les femmes.

Un solde migratoire qui fait la différence

En revanche, l'Ined et l'Insee ne font pas les mêmes projections concernant la fécondité. L'Institut national d'études démographiques fait l'hypothèse d'une stabilité de la fécondité au niveau de 2023, soit 1,68 enfant par femme. Si les chercheurs anticipent des variations comme par le passé, ils estiment qu'une « fécondité stable à son niveau actuel représente un compromis ». « La fécondité pourraitcontinuer à baisser dans les années futures, se stabiliser comme dans certains pays d'Europe ou repartir à la hausse. Elle avait baissé dans les années 1980 jusqu'à atteindre 1,68 enfant en 1993 et 1994 et avait ensuite augmenté pendant une quinzaine d'années jusqu'en 2010 », écrivent-ils. L'Insee, prévoyait, lui, un taux de fécondité à 1,8 enfant par femme tout au long de la projection, en cohérence avec les chiffres de 2020.

Le point sur lequel les deux instituts divergent c'est le solde migratoire, c'est-à-dire la différence entre les entrées et les sorties du territoire. Dans son scénario « central », l'Insee retenait l'hypothèse d'un solde positif de 70 000 personnes par an jusqu'en 2070 alors que les calculs de l'Ined estiment ce solde à 180 000, « soit une valeur entre les niveaux définitifs de 2020 et 2021 (173 000) et celui provisoire de 2023 (183 000) », précisent les chercheurs.

Avec les projections de l'Ined, la population continuerait à augmenter, malgré un solde naturel (différence entre le nombre de naissances et de décès) négatif de - 166 000 vers 2060, grâce au solde migratoire « qui fait plus que compenser la fécondité réduite », expliquent-ils.

Comment les deux instituts peuvent-ils arriver à des résultats aussi contrastés en seulement deux ans ? « Le document de l'Insee date de 2021 mais les calculs ont été faits à partir des années 2015, 2016 et 2017 où le solde migratoire était en moyenne un peu au-dessus de 80 000 et correspondait globalement aux évolutions depuis les années 1990, justifie Laurent Toulemon, coauteur du document de l'Ined avec Anne Solaz et Gilles Pison. Dans nos projections de 2023, nous nous référons à des années où ce solde était beaucoup plus important et, plutôt que de faire des projections prudentes de long terme comme l'Insee, nous actons le fait que le solde migratoire se stabilise à un niveau haut et nous démontrons qu'il peut pallier la baisse de la fécondité. »

L'Ined rappelle que cette baisse est relative, comparée aux autres pays d'Europe où la natalité chute dans presque partout depuis 2010. « Avec 1,79 enfant par femme en 2022, la France conservait toujours l'indicateur de fécondité le plus élevé de l'Union européenne et probablement aussi en 2023, malgré sa baisse à 1,68. »

\*\*\*\* \*num\_94 \*an\_2025 \*quart\_1 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Entre janvier et novembre 2024, le nombre de naissances a reculé de 2,8 % en France par rapport à la même période l’année précédente et pourrait ainsi atteindre un nouveau plus bas historique sur l’ensemble de l’année, selon des statistiques de l’Insee publiées mardi 7 janvier. Ce nouveau recul s’inscrit dans une tendance de plus long terme, le nombre de naissances ayant diminué chaque année depuis 2011, à l’exception de 2021. Un phénomène dû à la diminution du nombre de femmes âgées de 20 à 40 ans et surtout à une baisse du taux de fécondité (nombre d’enfants par femme) qui s’est établi à 1,68 enfant par femme en 2023, contre 1,79 en 2022.

\*\*\*\* \*num\_96 \*an\_2025 \*quart\_1 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Selon le bilan démographique 2024, rendu public mardi 14 janvier, l'indice conjoncturel de fécondité s'établit en France à 1,62 enfant par femme, le plus bas depuis la fin de la Première Guerre mondiale.

En 2024, 663 000 bébés ont vu le jour en France, soit 15 000 de moins que l'année précédente. Ce chiffre confirme une baisse continue de la natalité depuis une dizaine d'années, mis à part un léger sursaut en 2021, d'après le bilan démographique dévoilé par l'Insee mardi 14 janvier. Force est de constater que le réarmement démographique, appelé de ses voeux il y a un an par Emmanuel Macron, n'a pas eu lieu. « C'est le plus bas niveau de naissances observé en France depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale », développe Sylvie Le Minez, responsable de l'unité des études démographiques et sociales de l'Insee. C'est aussi 2,2 % de moins qu'en 2023, et 21,5 % de moins qu'en 2010, année du dernier pic de naissances.

Quant à l'indicateur conjoncturel de fécondité, qui s'établit désormais à 1,62 enfant par femme (contre 1,66 en 2023), il est le plus bas en France depuis la fin de la Première Guerre mondiale. « Cette baisse des naissances est due à la baisse de la fécondité des femmes », souligne Sylvie Le Minez. En effet, si le nombre des femmes en âge d'avoir des enfants est relativement stable, le taux de fécondité recule, surtout aux âges les plus féconds (entre 25 et 34 ans).

La baisse de fécondité des femmes de 35 à 39 ans, déjà observée en 2023, se poursuit également. Seule la fécondité des femmes de 40 à 50 ans se redresse légèrement, mais demeure nettement plus faible qu'aux autres âges. Curiosité à noter, un décrochage notable de naissances a eu lieu en juin 2024 avant une remontée en juillet. Si certains évoquent, pour tenter d'expliquer ces chiffres, le climat anxiogène des attentats du 7 octobre - soit neuf mois avant juin 2024 - Sylvie Le Minez se montre prudente. « Les décisions de naissance chez les parents font intervenir énormément de facteurs, répond-elle. Cela peut être un climat anxiogène pour diverses raisons, des incertitudes économiques, un recul conjoncturel, l'inflation... »

Solde naturel le plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale

Malgré cela, la France reste le pays le plus fécond de l'Union européenne, devant l'Allemagne, et largement devant l'Italie, l'Espagne et Malte, en queue de peloton, et après une incursion en tête de classement de la Bulgarie en 2023.

La population française est estimée au 1er janvier à 68,6 millions d'habitants, ce qui représente une augmentation de 0,25 % depuis 2023. L'an passé, 646 000 personnes sont décédées, ce qui représente, avec une hausse de 1,1 % par rapport à 2023, un retour à un niveau attendu après 2020-2022, années de forte mortalité due au Covid (plus de 670 000 décès en 2022).

« La génération nombreuse du baby-boom arrive à des âges où la mortalité est plus importante », souligne Sylvie Le Minez. Cette explication, conjuguée au nombre de naissances, explique un très faible solde naturel de 17 000, au plus bas depuis la Seconde Guerre mondiale, et très loin de celui de 2006 qui s'élevait à 302 400.

« Le nombre de décès va continuer à augmenter avec le départ des générations du baby-boom »

« Le nombre de décès va continuer à augmenter avec le départ des générations du baby-boom, développe Sylvie Le Minez. Les projections de l'Insee indiquent que le nombre de décès devrait dépasser 800 000 personnes dans les années à venir. On ne sait pas comment vont évoluer les naissances, mais si les tendances actuelles se prolongent, le solde naturel deviendra négatif en France, ce qui est déjà le cas dans beaucoup de pays en Europe. »

Autre information révélée par les chiffres publiés par l'Insee, si l'espérance de vie en France se stabilise à un niveau historiquement haut en 2024 (85,6 ans pour les femmes et 80 ans pour les hommes), le taux de mortalité infantile (avant le premier anniversaire) augmente légèrement depuis 2021 et s'établit désormais à 4,1 décès pour 1 000 naissances, plaçant la France au-dessus de la moyenne européenne en la matière et au 22e rang des pays européens.

« Parmi les facteurs avancés pour expliquer ces chiffres, on peut noter le fait que nous connaissons des maternités plus à risque, avec des femmes plus âgées, souligne Sylvie Le Minez. En outre, le taux de mortalité infantile est plus important dans les territoires marqués par une précarité économique. »

\*\*\*\* \*num\_98 \*an\_2025 \*quart\_1 \*presse\_croix \*titre\_ \*texte\_

Alors que les chiffres de la démographie publiés par l'Insee ce mardi 14 janvier montrent une baisse constante de la natalité en France, il est nécessaire, nous dit l'essayiste Jean Birnbaum (1), de nous confronter à la question des nouveaux venus dans notre monde.

La Croix : La baisse de la natalité se confirme en France, alors que notre pays a longtemps fait figure d'exception en ce domaine. Le phénomène se constate d'ailleurs au niveau mondial. Dans votre livre, vous liez l'essoufflement de la natalité à une perte d'espérance. Comment l'analysez-vous ?

Jean Birnbaum : Un monde sans enfants est un monde mort. Quand on note un effondrement des naissances, c'est qu'il existe aussi un essoufflement de l'espérance, définie comme une manière de maintenir un avenir ouvert. Si aucun horizon désirable ne se présente à nous, cela a forcément un effet sur le désir d'enfant. Il s'agit d'une crise de l'espérance.

De ce point de vue, je cite souvent Hannah Arendt. Elle n'a pas eu d'enfant elle-même, mais elle a été la première philosophe à affirmer que la natalité ne devait pas être vue comme une catégorie légère ou anecdotique, mais au contraire avoir une place centrale dans toute pensée politique. On ne peut pas penser un nouveau monde, plus juste, plus humain, sans nouveau-nés.

Que nous disent les raisons évoquées pour ne pas avoir d'enfant ?

J. B. : Il y a plus d'une raison de ne pas vouloir d'enfant. Mais je constate une évolution. Naguère, on évoquait des motifs personnels, l'équilibre du couple, un trauma familial... Le non-désir d'enfant était donc lié à des choix individuels. Or aujourd'hui il devient un idéal collectif. Hier, on hésitait à mettre au monde un enfant dans un monde violent ; aujourd'hui, certains affirment qu'il faut protéger le monde... de la violence des enfants, et notamment des dégâts qu'ils causeront à la planète.

Mais que veut dire sauver le monde, si c'est un monde sans enfants ? Cette façon de considérer l'enfant comme une menace me semble étrange et inquiétante. J'éprouve au contraire la sensation solide que c'est quand l'humanité semble au bord du gouffre qu'il faut donner vie aux êtres qui créeront du neuf, les porter comme ils nous portent. C'est encore Arendt qui le dit : chaque enfant est un « miracle qui sauve le monde ».

Depuis que j'ai publié ce livre, des personnes me voient comme une sorte de prédicateur nataliste, c'est drôle. J'ai eu l'occasion d'évoquer ces sujets avec pas mal de jeunes gens. Je vois bien que la question écologique devient parfois une façon d'envelopper politiquement l'angoisse de devenir parents, qui est très compréhensible.

Ce qui est en jeu, aussi, c'est une crise du rapport au symbolique, c'est-à-dire à ce qui vient de plus loin que nous et qui va au-delà. Si, dans le rapport à l'enfant, on n'a pas un rapport à ce qu'on veut transmettre (des valeurs, un idéal politique ou une espérance spirituelle...), on se prépare des nuits difficiles. C'est parfois exténuant de prendre soin d'un nourrisson. Mais quand cela s'inscrit dans le bain du symbolique, chaque geste prend sens. Même la plus grande fatigue devient supportable, voire exaltante.

On peut toutefois entendre ceux qui disent ne pas vouloir mettre au monde un enfant dans la violence environnante ?

J. B. : Je comprends très bien ceux qui disent ne pas vouloir donner naissance à un enfant dans un monde aussi atroce... Mais à nouveau, quand on lit Arendt, on voit que des personnes qui ont vécu les pires périodes du XXe siècle plaçaient malgré tout la naissance d'un enfant au-dessus de tout. « Élevés dans la conviction que la vie est le bien le plus précieux de tous les biens, et la mort l'épouvante absolue, nous sommes devenus les témoins et les victimes de terreurs bien plus atroces que la mort - sans avoir pu découvrir un idéal plus élevé que la vie», écrit la philosophe.

De même, les livres de Georges Bernanos se placent sous le signe de l'enfance comme espérance, autrement dit comme désespoir surmonté. Pour lui aussi, c'est lorsque le pire menace qu'il faut s'en remettre à l'enfant. « Quand la jeunesse se refroidit, le reste du monde claque des dents », écrivait l'écrivain chrétien, qui avait la mémoire longue. Au contraire, certains intellectuels « radical chics » et puérophobes, qui font du devenir-parent un devenir-conformiste, voire réac, semblent un peu amnésiques. Cultivant une sorte de fantasme d'autoengendrement, ils font mine d'oublier qu'eux aussi ont eu une maman et un papa.

Avoir un enfant est donc un acte révolutionnaire ?

J. B. : Quand on a un enfant, on est projeté dans un univers où toutes les certitudes vacillent. L'enfant n'est pas un petit soi, il est d'emblée un tout autre qui nous échappe. Il fait de nous un simple maillon dans la chaîne des générations. Quand je regarde ma fille de 2 ans, je vois bien qu'elle me remet sans cesse à ma place, qu'elle dynamite toute comédie sociale, toute arrogance. L'exaltation que procure un enfant, ce n'est pas la joie narcissique (et illusoire) de se perpétuer, mais celle, symbolique, d'incarner un point de passage, une continuité émue.

Comme le montrait Rosa Luxemburg, ce souci des générations n'est pas étranger au désir de révolution. Je trouve très curieux de voir des intellectuels qui se disent de gauche développer aujourd'hui un discours infantophobe. Pendant longtemps, c'était une évidence que toute promesse politique était une promesse faite aux enfants. « Vous êtes l'avenir, vous êtes la vie qui vient», disait Léon Blum à la jeunesse.

J'ai moi-même grandi dans une famille de gauche, dans laquelle on associait la Fête des mères, et plus largement tout discours nataliste, à quelque chose de réactionnaire, voire vichyste. Mais quand on lit Rosa Luxemburg ou Hannah Arendt, on constate à quel point, pour elles, changer le monde et donner la vie était un seul et même élan.

Du reste, je vois émerger un nouveau courant au sein du féminisme contemporain. Ce courant ne nie aucunement que la maternité et le corps enceint furent longtemps et peuvent encore rester un lieu d'oppression des femmes. Mais il affirme que, arrachée aux systèmes de domination, la grossesse peut devenir une expérience d'émancipation. Pour la politique féministe comme pour les autres, il y a donc urgence à se réapproprier la question de la natalité, qui est celle de l'avenir même.